



COLLOQUE SCIENTIFIQUE

« DYNAMIQUES RURALES A MADAGASCAR : PERSPECTIVES SOCIALES, ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES »

ANTANANARIVO

23-24 AVRIL 2007

Colloque organisé conjointement par :
l'Institut National de la Statistique (INSTAT),
la cellule du Réseau des Observatoires Ruraux de l'EPP/PADR,
l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et le GIE DIAL.

« La pauvreté rurale à Madagascar : caractéristiques, dynamique et politiques publiques »

15-17 Novembre 2006 – Antananarivo

Paysans malgaches et comportements économiquement rationnels : Une approche démographique

Briet Anne-Pascaline
Université Paris 5, Laboratoire Popinter, IRD – LPED

Il y a encore quelques décennies, à Madagascar, comme dans les villes et les campagnes de l'Angleterre et de la France du 18^{ème} siècle (Tilly, Scott, 2002), les échanges de biens et de services avec les villes ou les campagnes proches étaient parfois limités. Aujourd'hui, en plus de répondre aux besoins primaires de l'ensemble des membres de la famille (se nourrir, se loger, se soigner etc.), les paysans sont soumis à la monétarisation progressive de l'économie. Ils aspirent à répondre à l'offre de consommation de type moderne de la société : acheter de la viande et du poisson, pouvoir scolariser leurs enfants, acheter des médicaments ou pouvoir payer les frais de médecin ou d'hospitalisation en cas de besoin, pourvoir se déplacer et donc payer les frais de taxi ou en taxi brousse (Portait, 1970).

Afin de répondre à ces nouveaux besoins, les ménages mettent en œuvre diverses stratégies économiques. Dans les zones rurales des Hautes Terres, dans un contexte fortement marqué par la pauvreté, certains parviennent à assumer leurs besoins primaires uniquement pendant que d'autres accumulent différents revenus en nature et monétaires qui leur permettent de faire des économies et d'investir à moyen ou long terme. En terme d'organisation économique, quelles sont alors les logiques mises en œuvre par les paysans ? D'un point de vue uniquement démographique, ces logiques peuvent-elles être considérées comme économiquement rationnelles ? c'est ce que cette communication se propose de montrer.

I - La rationalité des agents des pays en développement en question

Comprendre et analyser les logiques économiques des acteurs du sud n'est pas un sujet sans controverse. D'après l'un des postulats de l'économie classique, les activités productives sont guidées par la rationalité économique des individus. Mais cette théorie de la rationalité économique ne conviendrait pas à l'étude des sociétés non occidentalisées, le principe de l'*homo-oeconomicus* serait inadapté pour expliquer les motivations à produire et l'activité économique des individus dans les pays en développement (Polanyi, Arensberg, 1957, Guerrien, 1991).

D'après l'école classique à l'origine de ce modèle, on peut parler de rationalité économique quand le comportement des individus correspond à des intérêts personnels en particulier d'ordre financier. Les agents sont censés ajuster leurs décisions en fonction des moyens dont ils disposent dans un univers où toutes les informations sont supposées parfaites, toutes les options possibles étant connues et mesurées et les préférences définies et fixes.

Pour qu'un agent réponde aux principes de la rationalité économique, l'approche classique et néo-classique, attend donc que son comportement économique :

- soit cohérent en finalité, conforme au but que l'individu cherche à atteindre ;
- se réalise dans les meilleures conditions possibles d'information au moment de la délibération du choix ;
- cherche à satisfaire un intérêt individuel ou personnel et à maximiser les gains.

Afin de voir quelles sont les motivations, les préférences et les finalités économiques recherchées par les agents dans les économies rurales des pays en développement, et en particulier des régions rurales de Madagascar et afin de comprendre de quelles façons elles répondent à la rationalité économique, il semble nécessaire de revenir sur quelques points de l'idéal-type de l'*homo œconomicus*.

En premier lieu, si l'on veut comprendre les comportements économiques des paysans dans les pays du sud, il est important de prendre en compte les différents contextes dans lesquels évoluent les individus et s'inscrivent leurs actions. Alors que les théoriciens de la rationalité appliquent leur modèle à des individus sensés faire leurs choix dans une économie de marché, dont les conditions d'information, sans être pure et parfaite, sont bonnes, les habitants des pays en développement sont loin de ce schéma (Hugon, 1993, 1995a, 1995b). A Madagascar, dans une économie familiale basée quasi-exclusivement sur les revenus issus de l'agriculture, les contextes économique et social sont fortement marqués par l'incertitude, et ce, à différents niveaux. Les formes de production agricole privilégient en priorité l'autoconsommation des denrées traditionnelles (le riz, le maïs, les haricots, etc.) et dans le meilleur des cas, la vente des excédents agricoles. Les aléas climatiques, la gestion des ressources naturelles (la terre, le complexe hydraulique etc.), les fluctuations du marché local de l'emploi journalier (principalement le salariat agricole), les fluctuations des prix des produits de première nécessité, etc., sont autant de contraintes qui s'imposent aux paysans. Aussi, les actions économiques individuelles et familiales tentent de palier et minimiser les incertitudes qui en découlent, et par conséquent, les risques de précarité des conditions d'existence et d'insécurité alimentaires.

En second lieu, les défenseurs des marginalistes postulent, avec la pure tradition benthamienne, que l'individu agit sous l'empire d'un « calcul des plaisirs et des peines » ou, dans un langage plus moderne, fondent leurs actions après un « calcul coût-bénéfice » (Demeulenaere, 1996). Cette branche de l'économie postule une certaine forme d'égoïsme de l'être humain. En outre, dans une logique marginaliste, un comportement rationnel veut qu'un individu n'entreprenne une action que si les avantages escomptés sont supérieurs au prix à payer pour accomplir cette action. Les économistes, philosophes ou sociologues ont démontré les faiblesses et le caractère irréel, bien que supposé intemporel, de l'utilitarisme et plus globalement de l'*homo œconomicus*. Ils ont dénoncé le fait « de ne pas prendre en compte son caractère social. Même si l'utilitarisme n'est pas l'égoïsme, la réintroduction de la dimension sociale dans les relations économiques est un objectif partagé par beaucoup d'économistes » (Meignel, 1998, p.13). En effet, il ne faut pas exclure les sentiments d'altruisme, de compassion, d'engagement, etc., qui peuvent entrer en ligne de compte dans la procédure de construction d'un choix, voire même être déterminants. La Nouvelle sociologie économique par exemple, développée principalement par Swedberg (1997) et Granovetter (1985) depuis le milieu des années 1990, a eu pour premier objectif de faire tomber les frontières établies entre les disciplines au cours des décennies 1960-1980, ainsi que la montée de l'impérialisme économiste des années 1970-1980. Aussi, la réaction de la Nouvelle Sociologie Economique a été de montrer que ce que les économistes décrivaient comme des formes élémentaires et pures des échanges, dont l'idéal type de l'*homo œconomicus* faisait figure de proue, devait en réalité, pour être valable, être construit socialement et historiquement. En outre, Granovetter, à la suite de Polanyi (1944) avance que le marché, et par conséquent les actions économiques, n'est pas seulement situé socialement, mais qu'il est « *embedded* » dans un tissu de relations sociales.

Il est donc nécessaire de replacer les agents économiques malgaches dans leur contexte économique et social en tenant compte des conditions d'incertitudes dans lesquelles ils évoluent. Dans les zones rurales la vie économique est organisée à petite échelle et l'exploitation de la terre est au centre des préoccupations économiques. Aussi, les paysans sont quasi-exclusivement dépendants des activités et des revenus agricoles, la monétarisation progressive des échanges, la saturation de l'espace cultivable disponible, la dégradation des sols et plus généralement de l'environnement naturel, les difficultés d'accès aux intrants et aux crédits, les faibles possibilités de diversifier les activités, les aléas climatiques et plus globalement la pauvreté, sont autant de variables contextuelles qui influent fortement sur les décisions et les activités.

II - Problématique et mise en œuvre de la démarche

La différence de niveau de vie des ménages, résulte, entre autre, de leur plus ou moins grande capacité à mobiliser certaines ressources telles que l'adaptation des activités selon les saisons, la participation des membres du ménage aux activités domestiques et productives selon leur sexe et leur âge, l'activation des réseaux sociaux de connaissances, l'entraide communautaire sollicitée et les opportunités de migration. La part de la rationalité économique versus la rationalité socioculturelle¹ dans le travail et les activités des agents économiques malgaches permet de comprendre comment les familles subsistent dans la mesure où elles peuvent mobiliser les ressources citées. Il s'agit alors ici d'élaborer une théorie alternative qui permette d'expliquer, à l'aide de variables démographiques et socio-démographiques, comment les individus et les familles peuvent *minimiser les risques pour survivre*.

Sans détailler l'ensemble des stratégies économiques et sociales développées par les paysans, nous allons montrer de quelles manières les individus et les ménages tentent de palier les différentes dimensions de l'incertitude et de la pauvreté chronique, en multipliant leurs sources de revenus. La diversification des activités, la mobilisation de la main-d'œuvre féminine pour des tâches masculines, la mobilisation de la main-d'œuvre infantile, entraînant une déscolarisation massive à certains âges, l'appartenance à des réseaux migratoires, etc., sont autant de réponses économiquement et socialement rationnelles pour tenter de lutter contre la pauvreté au quotidien.

Il existe une grande diversité de comportements individuels et familiaux, tant d'un point de vue économique que social entre les différentes régions malgaches. Il en est de même pour le potentiel et les richesses naturelles, les climats, les modes d'exploitation des sols, etc. Compte tenu de la variété de ces opportunités et des comportements, il nous a semblé préférable d'étudier une région spécifique de Madagascar : les Hautes Terres, et plus spécifiquement dans 9 *fokontany*² de la commune rurale d'Ampitatafika. Les campagnes offrent a priori une palette d'activités souvent plus restreinte et une possibilité de marge de manœuvre par là même plus étroite pour les agents économiques les contraignant à développer diverses stratégies.

Des données micro-locales ont permis de mieux prendre en compte et d'étudier de manière fine les mécanismes mis en place par les individus, les familles et les communautés dans leurs stratégies économiques. En plus des données bibliographiques et des analyses de données secondaires telles les enquêtes EDS ou les résultats de l'Enquête Prioritaire auprès des Ménages (EPM 1993 et 1999), nous disposons des données quantitatives issues de « l'Enquête de Référence », de l'enquête CVMPS³ du programme de recherche 4D⁴ (Dynamique Démographique et Développement

¹ « Les relations sociales de l'homme englobent, en règle générale, son économie. L'homme agit, de manière, non pas à protéger son intérêt individuel à posséder des biens matériels, mais de manière à garantir sa position sociale, ses droits sociaux, ses avantages sociaux (...) le système économique sera géré en fonction de mobiles non économiques » (Polanyi, 1983, p.74-75)

² Division administrative malgache

³ Conditions de Vie des Ménages en Période de Soudure

Durable) ainsi que des données qualitatives (entretiens semi directifs et observations) recueillies sur cette même zone rurale. Les données ont été collectées de manière exhaustive en septembre – octobre 2003 auprès de 1621 ménages. A 90 kilomètres au sud de la capitale Antananarivo sur la route nationale 7, les enquêtes ont été effectuées sur 9 *fokontany* de la commune rurale d’Ampitatafika.

III - Quelques précisions sur le contexte économique rural

Les variables, aussi bien économiques que sociales qui permettent aux ménages de répondre sans trop de difficultés aux besoins essentiels (alimentaires, vestimentaires, scolaires, médicaux, de logements etc.) de leurs membres en temps « normal » (hors période de crise), de dégager parfois des bénéfices afin de les réinvestir dans un souci de rentabilité à moyen terme, de subvenir à leurs différents besoins et de parer à des situations de crise en cas de mauvaise récolte ou d’augmentation du coup de la vie par exemple sont nombreuses. Toutefois, il est possible d’affirmer que les paysans ou les familles de la zone d’étude les moins démunis et pour qui les facteurs risques sont les mieux gérés sont ceux qui possèdent au moins l’une des « richesses » suivantes :

a. Des surfaces de terre cultivable suffisantes

Les systèmes de production agricoles sont déterminés par l’adéquation entre, d’un côté les besoins alimentaire et les forces productives, et de l’autre, la disponibilité des terres cultivables. Or, à Ampitatafika d’une part la pression démographique qui s’exerce sur la terre est de plus en plus forte, et d’autre part, les potentialités d’extension des surfaces arables sont de plus en plus limitées, en particulier dans les bas-fonds où le riz pluvial est la base de l’alimentation des malgaches. En outre, la pression a pour corollaire un émiettement de plus en plus prégnant des parcelles.

En effet, la surface moyenne de terre cultivable est particulièrement faible dans les villages enquêtés. Le système d’héritage voulant que les terres soient partagées entre les fils et parfois, depuis quelques années, aussi les filles d’une famille, conduit à un morcellement des parcelles cultivées. De génération en génération, les paysans possèdent des surfaces de terres cultivables de plus en plus petites : dans les 9 *fokontany* enquêtés, la superficie exploitée par ménage est de 0,46 ha en moyenne ; la moitié des ménages exploitant des surfaces inférieures à 0,25 ha. Dans la mesure où le défrichage de nouvelles parcelles n’est plus vraiment possible dans cette zone, en particulier pour la culture du riz irrigué, la mécanisation des activités est rendue difficile sur les parcelles trop petites. Les travaux agricoles demandent une main-d’œuvre importante, à laquelle la plupart des ménages ne peut pas répondre (la taille moyenne des ménages est de 4,48 personnes avec un rapport de dépendance estimé à 96 actifs pour 100 inactifs⁵). Dans cette région la disponibilité des ressources foncières et son degré d’accessibilité influent fortement sur les systèmes d’organisation économique familial.

b. Un « fond monétaire de départ »

⁴ Ce programme de recherche est mené conjointement par plusieurs institutions partenaires, françaises et malgaches : six institutions malgaches (Institut Catholique de Madagascar, INSTAT, Ministère de la Population, Centre National de Recherche sur l’Environnement, PACT Madagascar, Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques d’Antananarivo) et trois institutions françaises (LPED/ Institut de Recherche pour le Développement, Université de Provence, Popinter/Université René Descartes Paris 5, Forum/Paris X Nanterre). Adresse du site Internet : <http://www.ird.mg/4d>

⁵ Le rapport de dépendance a été calculé en fonction de nos observations. Il apparaît que les enfants avant 13 ans sont une très grande majorité à être scolarisés et donc inactifs, et que les adultes travaillent jusqu’à 80 ans pour la plupart. Le rapport de dépendance correspond donc au calcul suivant : (0-13 ans + 80 ans et plus)/ 14-79 ans

Disposer d'une grande surface de terre, avoir de nombreuses parcelles en *tanety* ou en plaine, ne signifie pas pour autant avoir des récoltes abondantes et suffisantes. En plus d'avoir des terres riches et localement bien situées par rapport à la distribution du réseau hydraulique par exemple, il faut disposer, pour les mettre en valeur, d'un capital financier à investir à des périodes différentes : au moment du labour, du repiquage ou de la plantation des légumes, et tout au long du cycle cultural. Ainsi, disposer de ressources financières permet de faire appel à la main-d'œuvre salariée en cas de besoin, et d'acheter les semences et les engrais nécessaires. En effet, une main-d'œuvre extra familiale est très souvent nécessaire car lorsque les parcelles sont étendues, le propriétaire ne peut labourer, piétiner, repiquer ou planter et récolter seul (le rapport de dépendance s'élève à 104 inactifs pour 100 actifs). De plus, les travaux sont souvent à finir avant des périodes précises, avant les pluies ou l'hivernage par exemple, et doivent être réalisés dans un laps de temps relativement court. Il est dans ce cas nécessaire pour les paysans de faire appel à de la main-d'œuvre extérieure, soit en sollicitant des salariés agricoles, soit en ayant recours à une forme plus traditionnelle d'entraide.

Ainsi, les sources de revenus monétaires sont nécessaires à la vie et l'entretien du ménage. Lorsque les ménages ne disposent pas de suffisamment de terre ou lorsque la productivité de leurs cultures est insuffisante pour commercialiser une partie des récoltes et en tirer des profits monétaires, les ménages développent d'autres stratégies afin d'avoir accès à des revenus financiers pour minimiser les risques de pauvreté. Ainsi, les ménages monopolisent la force de travail féminine et enfantine, libérant la main-d'œuvre masculine pour d'autres activités rémunératrices, soit au sein de la sphère domestiques (en pratiquant l'artisanat par exemple), soit à l'extérieur de cet unité de production. En raison du faible choix des activités économiques en dehors des activités agro-pastorales en milieu rural, à plus forte raison à Ampitatafika, les chefs de ménage ont recours à la migration saisonnière dans certains cas, ou envoient leurs enfants travailler en ville ou dans d'autres régions.

IV - L'allocation de la main-d'œuvre familiale

Locoh (1996) a montré que l'apport du revenu des femmes dans l'économie familiale africaine, spécialement en Afrique de l'ouest, avait été reconnu par les hommes avec l'arrivée de la crise dans les années 1980, avec la dévaluation du franc CFA dans les pays francophones et les programmes d'ajustement structurel. Dans toutes les sociétés, l'organisation sociale sexuée dépend en premier lieu de l'héritage du processus de formation et de transformation des images, des stéréotypes et des normes de conduite entre hommes et femmes au cours de l'histoire. A Madagascar, sans que nous puissions parler d'une société totalement égalitaire, un statut particulier est accordé aux femmes malgaches tant au niveau social qu'économique. Cela permet alors de comprendre pourquoi, au sein de la famille, elles ont une très forte implication dans les activités économiques du ménage. Au même titre que les hommes, on voit des femmes manier *l'angady* (bêche traditionnelle) et leurs responsabilités économiques sont équivalentes à celles des hommes.

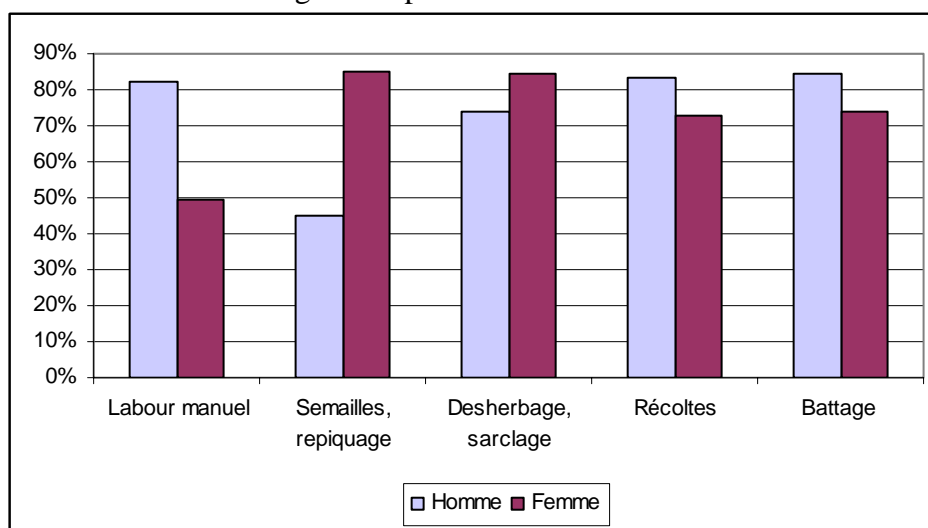
Les activités économiques, agricoles ou non, des ménages, reposent moins sur des logiques de genre, que sur des logiques familiales. Shapiro (1990) a montré dans le cas de la République Démocratique du Congo que la diversification et la spécialisation des activités selon le sexe augmentaient avec le nombre de personne dans un ménage. A Madagascar, en particulier dans les zones rurales des Hauts Plateaux, les familles sont majoritairement nucléaires et le nombre moyen de personnes par ménage est relativement peu élevé (4,7 personnes en moyenne sur l'ensemble de l'île et 4,8 à Ampitatafika) comparativement à beaucoup d'autres pays africains⁶. Cela pourrait alors

⁶ En milieu rural, le Sénégal comptait par exemple 9,5 personnes par ménage en 1997, la Guinée, 6,5 personnes en moyenne en 1999 et la Côte d'Ivoire, 6,6 personnes la même année⁶.

en partie expliquer pour quelle raison il existe une faible spécialisation des activités entre les hommes et les femmes.

Parmi l'ensemble des individus recensés lors de l'enquête quantitative réalisée par le programme 4D de manière exhaustive auprès des 1621 ménages en octobre 2003, près de 88% des femmes et 92% des hommes de plus de 6 ans non scolarisés, déclarent avoir une activité, et dans 90 % des cas, agricole. Classiquement, il est admis que les travaux de force (le labour, le piétinage ou le battage du riz) sont davantage pratiqués par les hommes et les activités d'endurance (le repiquage par exemple) sont à la charge des femmes. Le graphique suivant confirme cette tendance certes mais il permet aussi de voir qu'il n'y a pas d'activité exclusivement masculine ou féminine : près de la moitié des femmes actives déclarent participer au labour manuel des champs et plus de 45% des hommes pratiquent le repiquage ou les semailles.

Graphique 1 : Proportion de la population masculine et féminine (%) participant aux travaux agricoles pour la culture du riz



Source : Enquête de Référence 4D, nos calculs.

Les autres activités (le sarclage, les récoltes ou le battage du riz) - activités demandant une certaine force physique - sont pratiquées quasiment dans les mêmes proportions par les hommes et les femmes, avec des écarts d'environ 10 points au plus.

Comme pour les activités agricoles, dans les autres activités économiques, il n'existe pas d'activité *exclusivement* féminine ou masculine, même si certaines sont davantage réservées aux femmes, comme le commerce, l'éducation ou l'élevage, et d'autres aux hommes comme les transports ou les travaux de construction.

Il apparaît nécessaire pour les ménages d'Ampitatafika de solliciter toute la main-d'œuvre disponible au sein de la famille à certaines périodes du calendrier culturel. Le besoin de main-d'œuvre s'étend aussi bien aux femmes qu'aux hommes, on attend de tous les membres de la famille en bonne santé qu'ils participent aux activités économiques, de subsistances ou domestiques. La production et la vie de famille sont indissolublement liées. Lorsque l'offre d'emploi salarié pour les hommes est plus forte à certaines périodes de l'année, au moment des labours par exemple, les femmes reprennent les responsabilités de leur conjoint sur l'exploitation familiale. A l'inverse, au moment du repiquage du riz dans les bas-fonds, les hommes suppléent leur épouse aussi bien dans les activités économiques que dans les tâches domestiques en préparant les repas ou en gardant les enfants en bas-âge.

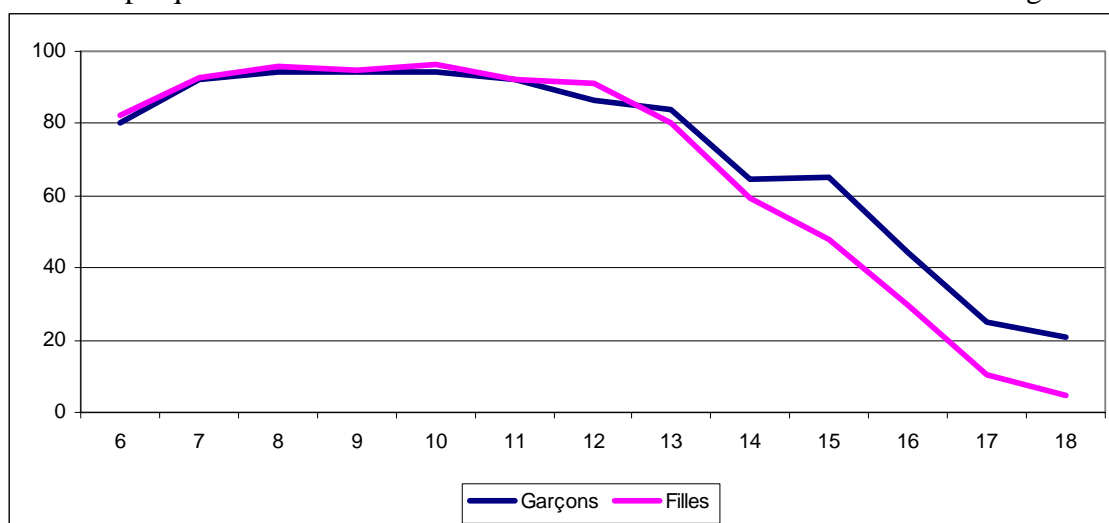
Cela nous permet ainsi d'avancer que dans la société rurale malgache, les femmes participent aux revenus du ménage au même titre que leur mari, augmentent le potentiel de pluriactivité familiale souvent nécessaire au ménage.

V - La main-d'œuvre enfantine

Classiquement dans les pays en développement, la pauvreté des ménages apparaît comme un frein à la scolarisation des enfants. « L'enfant, garçon ou fille, devient aujourd'hui le soutien de famille. Son travail, en ville comme dans les campagnes, est nécessaire, voire indispensable à l'équilibre matériel de la famille. Dans les stratégies de survie, indispensables en cette période de paupérisation croissante, l'école passe en second plan dans l'ordre de priorités du jeune malgache qui doit, avant tout, participer au budget familial » (UNICEF 1994, p.6). Comment expliquer qu'à Madagascar, alors que 61 %⁷ de la population vit en dessous du seuil de pauvreté monétaire de 1 dollar par jour et par habitant (PNUD, 2005, p.240), 76,5 % des enfants sont scolarisés en primaire⁸ (87 % à Ampitatafika) et 21,8 % dans le secondaire (PNUD, 2003, p.81 et p.87) ? En effet, alors que les exploitations agricole demandent une force de travail nombreuse et que toute la main-d'œuvre potentielle est monopolisée pour augmenter les sources de revenus, les jeunes enfants sont pour une grande majorité scolarisés.

L'explication est en premier lieu à trouver dans le mode d'organisation de l'enseignement et l'aménagement des heures de cours. En effet, les classes à double rotation permettent aux enfants de participer aux activités productrices du ménage. Les cours sont dispensés soit le matin, soit l'après-midi en fonction des niveaux. Ce système de classe à double vacation permet aux enseignants d'accueillir les enfants à l'école par roulement, les petites classes le matin, et les plus âgés l'après-midi ou inversement. Ce système d'organisation permet d'une part de palier le manque de locaux et/ou d'enseignants du point de vue de l'institution. D'autre part, cela a l'avantage pour les familles de libérer la main-d'œuvre enfantine une partie de la journée. En dehors des heures de classe, les enfants peuvent garder leurs cadets lorsque les parents travaillent, prendre en charge une grande partie des tâches domestiques ou prêter main forte pour les travaux des champs. Les parents disposant de moyens financiers nécessaires, peuvent en outre scolariser plusieurs enfants et plus longtemps sans pour autant manquer de main-d'œuvre.

Graphique n° 2 : Taux nets de scolarisation des enfants selon le sexe et l'âge



⁷ Évalué sur la période 1990-2003

⁸ Taux Nets de Scolarisation = 77,9 % pour les filles et 75,2 % pour les garçons en 2000-2001.

Toutefois, vers l'âge de 12 ou 13 ans, lorsque les enfants acquièrent davantage de force physique, ils sont de plus en plus sollicités et leur main-d'œuvre s'avère souvent essentielle sur l'exploitation agricole et pour les travaux difficiles tels que le labour, le sarclage etc. Cela conduit donc à l'augmentation des taux d'absentéisme durant les saisons des grands travaux agricoles et par conséquent, à des taux de redoublement ou d'absentéisme élevés. Selon l'expression consacrée dans la région « l'absentéisme du vendredi » a augmenté. Cela concerne en particulier les garçons des grandes classes de primaire, vivant dans les villages où la proportion de salariés agricoles est importante. Les parents ne pouvant pas trouver d'emploi journalier le week-end, envoient les garçons les plus âgés chercher un travail salarié en fin de semaine, même s'ils sont payés 1 000 ou parfois 2 000 francs malgaches de moins qu'un adulte. Ils peuvent garder les bœufs, faire quelques menus travaux pour les paysans les moins pauvres, en prévision des deux jours sans revenu de leurs parents. Cet absentéisme débouche la plupart du temps sur une déscolarisation progressive et un glissement d'une main-d'œuvre semi-scolarisée semi-active, à une main-d'œuvre active.

La main-d'œuvre enfantine est donc mise à contribution dès son plus jeune âge en alternance avec les heures passées sur les bancs de l'école. Néanmoins, lorsque les enfants atteignent l'adolescence, leur force de travail s'avère souvent nécessaire pour venir compléter les revenus gagnés par leurs parents ou leur venir en aide sur l'exploitation agricole familiale.

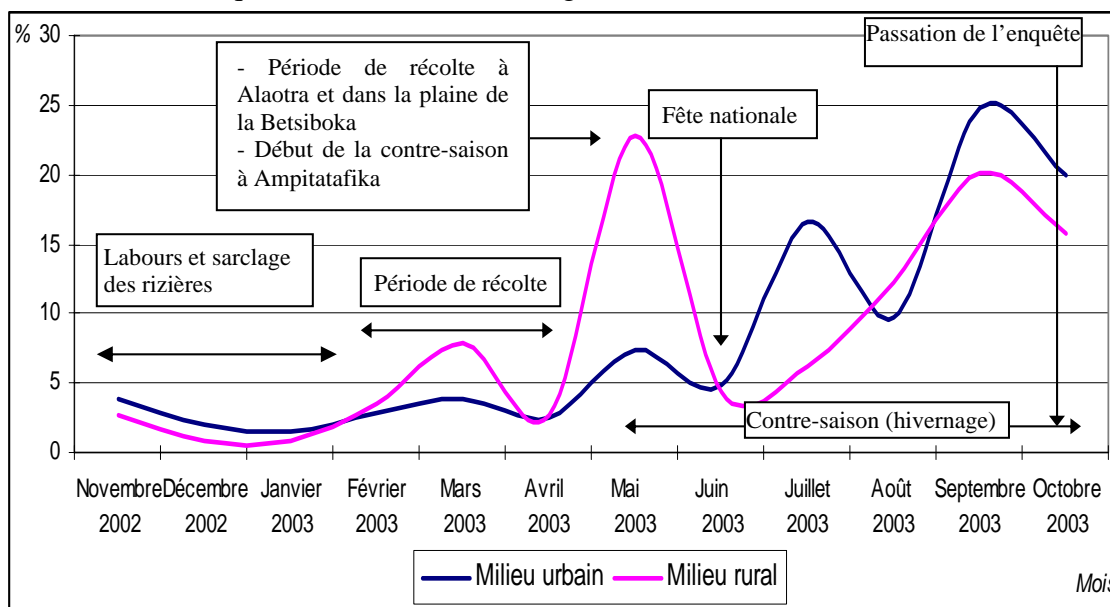
VI - Les migrations comme source de revenu

Dans un contexte économique et écologique d'incertitude, la migration s'inscrit alors dans un processus stratégique de diversification des sources de revenus. « Ceci se fait en déployant une gamme d'activités différentes et/ou en envoyant certains membres de la famille dans d'autres lieux, de préférence là où les risques ne sont pas les mêmes que dans la zone de départ » (Guilmoto et al., 2000, p.114). Les migrations entrent dans les processus familiaux de diversification des activités, et par là même des sources de revenus. Toutefois, les stratégies de diversification des revenus s'inscrivent dans un champ des possibles limité par les caractéristiques du ménage (main-d'œuvre disponible, appartenance à des réseaux sociaux de connaissance, etc.) et par le contexte socioéconomique local et extérieur (marché du travail, droit du travail, etc.). Dans les zones rurales où les possibilités de diversifier les activités rémunératrices sont souvent limitées, l'émigration des jeunes adultes actifs ou les déplacements saisonniers des chefs de ménage visent à répondre au manque d'emploi salarial local à certaines saisons (durant l'hivernage, entre les mois d'avril à octobre) d'une part, et à l'offre de travail dans d'autres régions à d'autres périodes de l'année d'autre part.

A été représentée sur le graphique n°3, la répartition des derniers déplacements des chefs de ménage sur la période allant de novembre 2002⁹ au mois d'octobre 2003, uniquement pour des raisons économiques, sur une durée de plus d'une nuit et de moins de 6 mois. Aussi, parmi les 1131 chefs de ménage qui ont déclaré avoir effectué un déplacement temporaire durant cette période (soit, 69,8 % de l'ensemble des chefs de ménage), 320 ont migré pour des raisons économiques (28,3 % des derniers déplacements).

⁹ La crise politique et économique qui a touché Madagascar en Février 2002 a pu avoir quelques influences sur les déplacements des chefs de ménage, mais nous ne disposons d'aucun moyen pour les contrôler. Toutefois, à travers les entretiens ou discussions informelles, il n'est pas apparu que les migrations aient été beaucoup plus nombreuses durant la « crise de 2002 », contrairement à la période de soudure 2004-2005.

Graphique n°3 : Répartition des derniers déplacements temporaires des chefs de ménage pour des motifs économiques selon le milieu de migration en fonction du calendrier (N = 319)



Source : Enquête de Référence 4D, nos calculs.

Les « pics » de migrations, autrement dit, les mois où les départs ont été les plus nombreux, sont inversement proportionnels à la demande de main-d'œuvre nécessaire dans les champs à Ampitatafika. Une concentration des départs apparaît en mai, juillet et septembre. Ces mois correspondent aux périodes du calendrier culturel où les activités sont réduites. Durant la contre saison, seuls les bas-fonds et les *tanety* doivent être labourés, mais ces tâches ne sont pas aussi dépendantes du temps et du climat que ne l'est le riz au moment des récoltes par exemple. Le labour des *tanety* est donc assuré par les femmes ou des salariés agricoles suivant les disponibilités financières des employeurs. Les migrations ont été encore nombreuses en octobre, avant que les chefs de ménage ne rentrent pour la mise en culture des bas-fonds (les rizières). On observe un ralentissement important des départs, en période de labours des rizières – en novembre et décembre – et au moment des récoltes – entre février et avril.

En outre, les migrations des chefs de ménage répondent aussi à la demande de travail dans les différentes régions de Madagascar. Les déplacements temporaires en milieu rural sont les plus nombreux en juin, mois durant lequel la récolte a lieu dans les grandes régions productrices de riz au nord de l'île (Alaotra et Maevatanana). Cette activité s'échelonnant sur plusieurs mois à travers la Grande île, selon les climats et l'exposition des versants aux précipitations, les paysans d'Ampitatafika peuvent alors effectuer plusieurs campagnes de récoltes dans une année culturale. A partir du mois de juillet et jusqu'en septembre le milieu urbain attire davantage de migrants saisonniers. Ces mois sont l'occasion pour les chefs de ménage de trouver d'autres emplois complémentaires en ville, alors que les campagnes entrent dans une saison d'hivernage.

Les déplacements économiques suivent non seulement le calendrier culturel, mais aussi répondent à un calendrier « social ». Les périodes de fêtes, telles que les fêtes de fin d'année (noël et le nouvel an) ou la fête nationale marquant l'indépendance de Madagascar (le 26 juin) sont des occasions qui retardent les départs en migrations de travail, voire qui permettent aux migrants de longue durée, les enfants des chefs de ménage en particulier, de venir rendre visite à leurs parents pour ces occasions.

Les chefs de ménage combinent leurs activités économiques au niveau local et à l'extérieur de la commune, en vue de maximiser leurs revenus non seulement monétaires en migration, mais aussi agricoles dans leur région d'origine. D'un point de vue économétrique, on peut considérer que les

revenus des migrations saisonnières sont exogènes (Barham et al., 1998, p.308) car le départ en migration des chefs de ménage ne résulte pas d'un abandon des activités économiques et sociales familiales, mais au contraire d'une juxtaposition des activités. Il assure une certaine sécurité alimentaire à leurs familles, leur permet, à court terme, de répondre à des besoins en terme de scolarisation, de santé ou de transport par exemple, et offrent la possibilité de rembourser les emprunts. Les revenus issus de la migration temporaire peuvent aussi être épargnés. Ainsi, les paysans peuvent effectuer des investissements à moyen terme dans des intrants ou dans la constitution d'un petit cheptel par exemple, ou à plus long terme en investissant dans l'achat de matériel agricole ou encore la réfection de leur habitat.

VII - Conclusion : la crise comme révélateur

Partant de différents constats théoriques, dans le contexte particulier d'une économie rurale de subsistance dans un pays en développement, Madagascar, le mode d'organisation des activités individuelles et familiales permet à certains ménages de subvenir à leurs besoins primaires et dégager des surplus, alors que d'autres vivent dans une grande pauvreté et sont impliqués dans différents processus de paupérisation.

Les périodes de crise, comme les périodes de soudure, et de manière encore plus accrue durant l'hivernage d'octobre 2004 à février 2005 à Madagascar, sont particulièrement révélatrices des logiques développées tout au long de cet article. Ainsi, face aux difficultés économiques de plus en plus prégnantes, les paysans ont tenté de trouver des réponses à moyen et parfois à très court terme afin d'être en mesure de nourrir les membres de leur famille. Ils ont diversifié leur production agricole, ils ont mis en culture des parcelles en *tanety* en friches habituellement. Pour cela, il leur a fallu monopoliser le maximum de main-d'œuvre disponible quelle qu'elle soit en déscolarisant par exemple massivement les enfants les plus âgées pour travailler sur l'exploitation familiale ou pour partir travailler en ville. Ils ont aussi été contraints de vendre leur force de travail contre des revenus journaliers, alors que pour plus d'un tiers des paysans, le salariat agricole n'était pas une activité habituelle¹⁰, et une activité stigmatisante qui plus est. Des chefs de ménage ainsi que leurs enfants, parfois très jeunes, ont aussi trouvé des sources de revenus financières à l'extérieur du village. Toutes ces démarches ont ainsi permis à certaines familles de résister à la pression exercée par l'augmentation des prix des produits de première nécessité, de minimiser les risques tant que cela leur a été possible.

Nous avons donc mis en évidence que les modes d'organisations et les solutions permettant de répondre aux conditions de vie difficiles dans le monde rural malgache étaient pluriels. Il n'existe pas pour l'ensemble des habitants de la région *une solution unique idéale* pour parer au contexte d'incertitude lié à une économie agricole de subsistance mais une *combinaison de différentes solutions*.

L'étude de certaines variables qui intéressent classiquement les démographes, la migration, la scolarisation des enfants ou encore la répartition des activités sexuées du travail, peuvent éclairer la mise en œuvre de comportements et de stratégies purement économiques. Ainsi, dans un contexte spécifique d'incertitude, la combinaison de différents modes d'organisations économiques entre les sexes, d'allocation de la main-d'œuvre familiale en fonction de l'âge, ainsi que l'utilisation de différents calendriers d'activités, constituent des éléments essentiels à l'élaboration de comportements rationnels économiquement.

¹⁰ Source : Enquête « Conditions de vie des ménages en période de soudure » (CVMPMS), 14 -18 décembre 2004. Entretiens directifs auprès de 76 personnes choisies de façon aléatoire parmi la population enquêtée précédemment en 2003.

Bibliographie

Barham Bradford, Boucher Stephen, 1998.- « Migration, remittances, and inequality : estimating the net effects of migration on income distribution », in *Journal of Development Economics*, vol. 55, pp. 307-331.

Demeulenaere Pierre, 1996.- *Homo oeconomicus*, Paris, PUF, 288p.

Granovetter Mark, 1985.- « Economic action and social structures : The problem of embeddedness », *American Journal of Sociology*, Vol. 19, n°3, pp.481-510.

Guerrien Bernard, 1991.- *L'économie néo-classique*, La Découverte, coll. Repères, 127p.

Hugon Philippe, 1993.- *L'économie de l'Afrique*, Paris, La Découverte, 123p.

Hugon Philippe, 1995.- « Robinson ou Vendredi ? La rationalité économique en Afrique », in *Sciences Humaines*, n°47, février, pp.10-13.

Hugon Philippe, Pourcet, Quiers-Valette, 1995.- *L'Afrique des incertitudes*, PUF, Paris, 271p.

Locoh Thérèse, 1996.- « Changement des rôles masculins et féminins dans la crise, la révolution silencieuse », in *Crise et population en Afrique, crise économique, politique et ajustement des dynamiques démographiques*, étude du CEPED n°13, chapitre 17, Paris, pp.445-469

Meignel Stéphane, 1998.- « Comportement humain et rationalités dans les pays en développement », *Document de travail n°30*, Centre d'économie du développement Université Montesquieu-Bordeaux IV – France, 32p.

PNUD, 2003.- *Rapport National de Développement Humain, genre développement humain et pauvreté*, Madagascar 2003, PNUD Madagascar, 176p. Annexes 73p.

PNUD, 2005.- *Rapport Mondial sur le Développement Humain 2003, La coopération internationale à la croisée des chemins. L'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités*, Economica, Paris, 385p.

Polanyi Karl, 1983.- *La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*, (1^{ère} éd.1944), Gallimard, Paris, 419p.

Polanyi Karl, Arensberg Conrad M., Pearson Harry W., 1957.- *Trade and market in the early empires economies in history and theory*, Free Press, 382p.

Shapiro David, 1990, « Farm size, household size and composition, and women's contribution to agricultural Production : evidence from Zaire », in *The journal of development studies*, vol 27, n°1 octobre, pp. 1-21.

Swedberg R, 1997.- « Vers une nouvelle sociologie économique, bilan et perspectives », in *Cahiers internationaux de sociologies*, vol.CIII, pp.237-263.

UNICEF, mai 1994.- *Analyse de la situation des enfants et des femmes*, document de travail République de Madagascar.